

## CRISE MALIENNE

## Les tractations s'accélèrent à Alger

**Les actions des autorités algériennes pour le règlement de la crise malienne s'intensifient. Après la signature d'un accord entre les organisations rebelles de l'Azawad, c'est au tour du chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) de faire, aujourd'hui, une escale à Alger. Albert Gérard Koenders devrait rencontrer les représentants de la rébellion du Nord-Mali.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Les autorités algériennes recevront, aujourd'hui, Albert Gérard Koenders. Cette visite du chef de la Minusma et représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour le Mali intervient dans le cadre de la poursuite des consultations entre les responsables des trois organisations de la rébellion du Nord-Mali. «Suite à la signature de la

Déclaration d'Alger, il a été décidé de poursuivre les négociations. C'est à ce titre qu'a été programmée une réunion avec le chef de la Minusma. Il s'avère qu'il existe des différends entre le commandement de la Minusma et les mouvements rebelles de l'Azawad», indique une source diplomatique. Ainsi, il semblerait que les responsables du Haut Conseil de

l'Azawad (HCA) et du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) reprochent à Albert Gérard Koenders de ne pas prendre en compte la réalité politique actuelle. «Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU s'en tient encore à l'accord de Ouagadougou signé en juin 2013. Pour la rébellion, cet accord est totalement dépassé. Le HCA et le MNLA considèrent qu'il est caduc depuis les premières offensives de l'armée malienne contre leurs unités dans la région de Kidal». La question du processus de médiation, principale mission politique dévolue à Albert Gérard Koenders, devrait éga-

lement être au centre des discussions. Mais la situation sur le terrain risque de prendre le dessus. «Les chefs de la rébellion signalent un important mouvement de troupes de l'armée malienne aux abords de Kidal. Pour eux, c'est encore une preuve du manque de volonté du gouvernement central de trouver une issue à la crise.» Pour leur part, les autorités algériennes devraient poursuivre leur action pour le règlement du conflit. Ainsi, on annonce la venue à Alger du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale. Abdoulaye Diop est attendu au courant de cette semaine. Notre source précise qu'aucune ren-

contre avec les chefs de la rébellion n'est prévue à cette occasion. Par ailleurs, toujours dans le cadre de ce dossier, on annonce les visites de responsables des diplomaties tchadienne et mauritanienne ainsi qu'un haut représentant de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao).

L'engagement des autorités algériennes pour le règlement de la crise malienne devrait se poursuivre ces prochains mois, afin d'aller vers l'organisation de négociations directes entre le gouvernement de Bamako et les organisations représentant les communautés de l'Azawad.

T. H.

## ATTAQUE CONTRE LE DOMICILE DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR TUNISIEN

## Aqmi revendique l'attentat

**Plus que sa signature, Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) vient de revendiquer, et c'est pour la première fois, la série d'attentats terroristes commis en Tunisie. Elle a revendiqué principalement l'attentat qui a visé, fin mai dernier, le ministre de l'Intérieur tunisien, Lotfi Ben Jeddou. Le ministère de l'Intérieur n'a pas fait de commentaire.**

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - L'attentat est revendiqué via un communiqué publié dans la nuit de jeudi à vendredi sur un forum que l'organisation terroriste a pour habitude d'utiliser pour diffuser sa propagande. Dans sa forme et son contenu, le texte, qui a besoin tout de même d'être authentifié, s'apparente à la litté-

ture d'Aqmi. «Un groupe de lions de Kairouan est parti pour couper la tête du criminel Lotfi Ben Jeddou dans la région de Kasserine, et Dieu leur a permis de tuer un nombre de ses gardes personnels et d'en blesser d'autres et de leur prendre leurs armes», est-il écrit dans le communiqué qui ajoute que «si ce criminel l'a échappé belle cette fois, il n'en réchappera pas la prochaine». Il y a là menace de récidive contre le ministre de l'Intérieur tunisien mais aussi l'annonce d'autres attentats en Tunisie.

Le ministère de l'Intérieur tunisien n'a pas réagi vendredi au communiqué. En revanche, il a indiqué pourchasser depuis la nuit un groupe terroriste dans la région de Jendouba, au nord-ouest de la Tunisie, une zone non loin de l'Algérie. Selon le ministère, deux combattants ont

été tués et l'opération se poursuivait vendredi matin. Pour rappel, dans la nuit du 27 au 28 mai dernier, un groupe terroriste a attaqué le domicile familial du ministre de l'Intérieur tunisien. Au moment de l'attentat, le ministre était absent. Quatre policiers ont péri dans l'attaque. Depuis 2011, la Tunisie est la cible d'attentats terroristes plus au moins sanglants. Mais c'est la première fois depuis qu'Aqmi en revendique la paternité. Outre l'attentat manqué contre Jeddou, l'organisation terroriste s'attribue aussi les attentats du mont Chaâmbi où des groupes qu'elle dit lui appartenir se sont réfugiés. «L'armée tunisienne a mené des opérations militaires contre nos militants du mont Chaâmbi, ce qui a obligé les lions de l'islam à frapper une colonne militaire», a indiqué Aqmi dans son communiqué. Plus

d'une vingtaine de militaires et gendarmes ont été tués depuis décembre 2012 dans la zone du mont Chaâmbi, à la frontière algérienne, près de Kasserine. Les forces de sécurité tunisiennes ne sont toujours pas parvenues à déloger les groupes terroristes qui se sont repliés dans le mont en question. Aqmi accuse les autorités tunisiennes de livrer la guerre aux islamistes pour plaire aux Etats-Unis, à la France et à l'Algérie. Elle a affirmé, dans son communiqué, que cela se paye cher.

Les autorités tunisiennes ont mené des opérations d'arrestations dans les milieux islamistes et ont déclaré l'organisation Ansar Asharia comme organisation terroriste. En 2013, des assassinats politiques ont été commis et plusieurs attaques ont ciblé les forces de l'ordre tunisiennes.

S. A. I.

## SON AFFAIRE CONTRE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE EST AU NIVEAU DU CONSEIL D'ÉTAT

## L'ex-magistrat Haboul relève des anomalies

**Enclenchée depuis 2006, l'affaire qui oppose l'ex-magistrat, Abdallah Haboul, à l'Etat représenté par le ministère de la Justice et l'ex-ministre de la Justice Tayeb Belaiz révèle davantage d'anomalies», selon le plaignant.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - Le 13 mai 2014, Haboul a interjeté l'appel devant le Conseil de l'Etat. A peine six jours, son avocat, M<sup>e</sup> Abdelhamid Rhioui, reçoit une correspondance de la 3<sup>e</sup> chambre du Conseil de l'Etat où l'on demande de compléter le dossier, de joindre les P-V de notification de la requête en appel dans un délai de 15 jours afin de pouvoir «étudier l'affaire et accélérer pour statuer».

Pointilleux sur les questions de droits et de procédures, l'avocat de l'ex-magistrat, a relevé des «anomalies». La plus «flagrante» est celle du cachet que comporte le document. «Datée du 19 mai 2014, la correspondance a été parafée par un magistrat de la 3<sup>e</sup> chambre et non pas par le service de greffe», souligne le plaignant. Un détail «très suspect». Qualifiée de «très surprenante» et d'«inhabituelle» dans la pra-

tique judiciaire, cette correspondance est également dépourvue de toute référence juridique et légale. «Le législateur accorde 20

jours au minimum pour la notification de la requête à partir de la date de l'inscription de l'affaire au niveau du greffe, comme le stipulent les articles 16 et 539 du code de procédures civiles et administratives. Un droit auquel on ne peut porter atteinte», explique Abdallah Haboul. La demande de l'étude du dossier et d'accélérer

pour statuer est aussi pour l'ex-magistrat, une démarche non conforme à la loi. «D'abord, le délai de la notification n'a pas été respecté (il n'a pas dépassé six jours) ensuite, il ne s'agit pas d'une affaire en référé pour exiger cette célérité et cet empressement. C'est une affaire relative à la responsabilité administrative et

qui touche le fond», précise-t-il. Selon le plaignant, la violation de la loi dévoile qu'il y a des «pressions» et des «manœuvres» afin de «liquider» cette affaire de n'importe quelle façon. Il rappelle ainsi la première affaire devant le tribunal administratif d'Alger, et tout le traitement a duré neuf mois.

R. N.

## RÉALISATION DE L'AUTOROUTE EST-ouest

## Les Japonais de Cojaal mis en demeure

Nouvelle mise en demeure pour le consortium japonais Cojaal, en charge de la réalisation du tronçon est de l'autoroute Est-Ouest, sur 399 km. Une seconde mise en demeure a été ainsi notifiée au consortium par l'Agence nationale des autoroutes (ANA), le sommant de reprendre les travaux du marché d'application n°3 dans un délai de huit jours, sous peine de résilier le marché aux torts exclusifs de l'entreprise. Selon l'ANA, citée par l'agence nationale de presse, «à défaut d'une réaction effective et officielle appuyée d'un rapport écrit et d'un planning de déploiement des effectifs des moyens nécessaires au parachèvement du projet, le service contractant procédera à la résiliation du marché aux torts exclusifs de l'en-

treprise». Cette nouvelle mise en demeure, qui entre dans le cadre de l'arrêté de mars 2011 relatif aux mises en demeure, intervient après celle adressée à ce consortium le 4 juin dernier. Composé de six entreprises (Taisei, Nishimatsu, Hazama, Maeda, Itochu avec Kajima Corporation en chef de file), le groupe Cojaal avait bénéficié auparavant de plusieurs prorogations de délais pour l'achèvement des travaux qui lui ont été confiés dans le cadre de ce projet. Or, cette seconde notification enclenche le processus de résiliation du contrat conclu en 2006 avec Cojaal pour la réalisation du tronçon est de l'autoroute Est-Ouest, dans un délai de 40 mois à partir de 2008.

C. B.



L'Agence nationale des autoroutes (ANA) a notifié une deuxième mise en demeure au consortium japonais Cojaal.